SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1845.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi portant une nouvelle fixation des Traitements des Membres de la Cour des Comptes.

*(Voir le N° 298, session 1841-1842, le N° 28, session 1842-1843 de la Chambre
des Représentants, et le N° 7 du Sénat de la présente session.)*

MESSIEURS,

Le Sénat a renvoyé le projet de loi relatif à une nouvelle fixation de traitement des Membres de la Cour des Comptes, à l'examen de la même Commission à laquelle il a renvoyé le projet sur les traitements des Membres de l'Ordre Judiciaire, et les considérations très-étendues, développées dans le rapport que nous avons eu l'honneur de vous soumettre sur ce projet, nous permettront d'être très-succincts sur celui-ci.

L'on était depuis longtemps d'accord que les traitements des Membres de la Cour des Comptes n'étaient point proportionnés à l'importance de leurs fonctions et à l'élevation du rang que ce corps occupe parmi les institutions du pays.

Des considérations financières, des motifs d'économie avaient pu seuls depuis plusieurs années déterminer la Législature à ajourner une mesure dont la justice avait été reconnue en différentes circonstances. Les mêmes motifs qui ont porté le Gouvernement à présenter aux Chambres la loi sur l'augmentation des traitements de la Magistrature, s'appliquaient donc entièrement à la Cour des Comptes et nécessitaient la présentation d'un projet particulier.

Le projet primitif du Gouvernement se composait d'un seul article qui portait le traitement du Président de la Cour des Comptes de 5000 fl. à 9000 fr., et celui des Conseillers et du Greffier, de 2500 fl. à 7000 fr.

Ce sont ces chiffres que la Chambre des Représentants a admis, quoique la Section Centrale eût proposé de les réduire à 8000 et 6000 francs.

Votre Commission, Messieurs, trouve cette majoration de traitement parfaitement justifiée, elle aurait même proposé d'augmenter davantage celui du Président de ce corps, si elle n'avait considéré que le logement dont il jouit gratuitement dans un hôtel entretenu aux frais de l'État, équivaut à une augmentation de 2 à 5000 francs et place en résultat ce haut fonctionnaire dans une position analogue au rang qu'il occupe.

La Cour des Comptes a, vous le savez, une position très-élevée dans l'ordre des pouvoirs publics, elle marche immédiatement après la Cour de cassation ; il était donc convenable que le traitement de ses membres fût sinon égal à celui des membres de cette Cour, au moins supérieur à celui des membres des Cours d'Appel. Si l'exercice de ces fonctions n'exige peut-être pas autant de connaissances et d'études que l'exercice des fonctions judiciaires, elles sont plus fastidieuses et plus pénibles à remplir et l'on ne peut révoquer en doute la nécessité et l'importance des attributions de ce corps et l'étendue des services très-réels qu'il rend au pays.

Mais la Chambre des Représentants a ajouté au projet du Gouvernement, un article analogue à l'article 16 du projet, sur le traitement des membres de l'ordre judiciaire. Par cet article, il est *interdit à tout membre de la Cour des Comptes, sous peine d'être réputé démissionnaire, d'exercer soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'être agents d'affaires ou de participer à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel.*

Les mêmes motifs que la Commission a développés dans son rapport sur la loi des traitements de l'ordre judiciaire, la déterminent à vous proposer d'amender également cet article, en substituant à ces mots : *De participer à la direction ou à l'administration de toute Société ou établissement industriel, ceux-ci : de participer, soit comme Directeur gérant, soit comme Administrateur salarié, à l'administration de toute Société ou établissement industriel.*

Des motifs particuliers pourraient même être invoqués pour justifier davantage encore cet amendement, en ce qui concerne les membres de la Cour des Comptes; en effet ils ne jouissent point, comme les Juges, du privilège de l'inamovibilité, et leur nomination est soumise, tous les six ans, au contrôle de la Chambre des Représentants qui ne les réélirait pas si elle trouvait quelque inconvénient à ce qu'ils s'occupassent de l'administration de quelque société ou établissement industriel. Rien ne semble donc justifier la nécessité de cette disposition qui aurait pu être supprimée toute entière avec d'autant moins d'inconvénient, que la Législature est saisie en ce moment d'un projet de loi sur l'organisation définitive de la Cour des Comptes, et que ce serait, lors de l'examen de cette loi, que la question de l'utilité d'une semblable disposition semblait devoir se présenter plus naturellement.

Votre Commission vous propose encore, Messieurs, d'ajouter au projet de loi, un Article analogue à celui que contient le projet relatif aux traitements de la Magistrature et portant que : *les traitements fixés par la présente loi prendront cours au 1^{er} juillet 1845.*

La parfaite analogie qui existe entre ces deux lois justifie l'identité de la disposition : il paraît juste en effet que la majoration des traitements coure pour tous les corps à partir de la même époque.

En conséquence, votre Commission a l'honneur de vous proposer, Messieurs, l'adoption du projet de loi relatif à la fixation du traitement des Membres de la Cour des Comptes avec les modifications qui viennent d'être indiquées.

Le Baron DE MACAR.

J. B. D'HANE.

Le Baron DE STASSART.

Le Baron H. DELLAFAILLE.

DE HAUSSY, Rapporteur.

(3)

Projet de Loi portant une nouvelle fixation des traitements des Membres de la Cour des Comptes.

LÉOPOLD, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut :

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le traitement du Président de la Cour des Comptes est porté de trois mille florins à neuf mille francs, et celui des Conseillers et du Greffier est porté de deux mille cinq cents florins à sept mille francs.

ART. 2.

Il est interdit, sous peine d'être réputé démissionnaire, à tout membre de la Cour des Comptes d'exercer soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'être agent d'affaires, ou de participer, soit comme *Directeur Gérant*, soit comme *Administrateur salarié*, à l'administration de toute société ou établissement industriel.

ART. 3.

Les traitements fixés par la présente loi prendront cours au 1^{er} juillet 1845.

Mandons et ordonnons, etc.